



A l'Ouest, on est de plus en plus à l'Ouest

Tanguy Struye de Swielande

Professeur en Relations internationales, UCLouvain

Cela fait plusieurs années maintenant que les défis se succèdent : Covid-19, Ukraine, cyber, guerres de l'information, crise des réfugiés, ou plus récemment, Taiwan. Loin d'être imprévisibles, ces crises ne sont pas des black swan. Pourtant, une combinaison de manque de préparation, de wishful thinking, et de court-termisme a entraîné une gestion désordonnée, inefficace et inadaptée. Au niveau belge comme européen, l'absence de stratégie est flagrante, la navigation se fait à l'aveugle, sans boussole ni compas. D'ailleurs, le philosophe romain Sénèque ne disait-il pas qu'« il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne sait où il veut aller » ?

Dépasser la gestion de crise

Le mot crise est un véritable refuge pour le monde politique. Gestion de crise, présentisme et immédiateté font excellent ménage. La gestion de crise est ainsi devenue un alibi très confortable pour ne pas prendre de décisions stratégiques à long terme, et toute erreur dans le processus décisionnel et l'exécution des décisions peut être mise sur le compte de la crise et de l'imprévisible.

L'Ukraine illustre parfaitement ce constat : devenue un enjeu stratégique majeur du jour au lendemain alors même qu'elle n'était pas considérée comme intérêt vital ni pour les Européens ni pour les Américains, l'Ukraine ne fait l'objet d'aucune stratégie avant le 24 février 2022. Depuis l'invasion russe, la situation est gérée au jour le jour. La raison ? L'UE, en ce compris la Belgique, a refusé d'envisager la guerre

comme un scénario possible voire probable, et ce malgré les nombreux signaux des dernières années – sans même parler de la crise de Crimée de 2014, véritable prélude à la guerre de 2022. En conséquence, nos actions sont précipitées et irréfléchies, sans en envisager les effets (les situations énergétique et alimentaire, pour ne citer qu'elles). Les propos de Madame von der Leyen ces derniers jours sont éloquentes à ce propos : « Nous devons nous préparer au pire ». Pourtant, dès 2008 et la crise géorgienne, le « pire » aurait dû être placé au premier plan de notre réflexion stratégique au lieu d'être placé dans les oubliettes des politiques occidentales. Jusqu'à présent, nous ne sommes pas parvenus à prendre l'initiative, notre position étant réactive plutôt que proactive. L'Ukraine est loin d'être la dernière crise à laquelle nous serons confrontée. Taiwan, dernière en date, vient d'ailleurs nous le rappeler.

Nous pouvons continuer à croire que la gestion de crise est la solution, et donc subir les différents soubresauts de la scène internationale ; ou bien nous pouvons changer notre fusil d'épaule et apprendre à anticiper. Cela sous-entend une maîtrise des enjeux et du jeu des relations internationales, et l'établissement subséquent de stratégies basées sur nos intérêts, nos capacités et nos moyens d'action par rapport à l'environnement international, les quatre variables étant indissociables pour une stratégie cohérente et adaptée. En d'autres termes, il faut avoir le courage du long terme et du dépassement des cycles électoraux. Il est essentiel de réapprendre à penser en stratège, à gérer la complexité, à abandonner les logiques cartésiennes de silo et à voir le tout plutôt que les différentes parties, afin d'adopter une

approche holistique qui établit les liens entre les éléments.

Revoir notre approche au monde

Notre vision du monde doit être repensée, notre politique étrangère réinventée pour l'adapter aux réalités du monde d'aujourd'hui et encore plus à celles du monde de demain, qui sera caractérisé par des défis dont nous ne semblons pas prendre la (juste) mesure. Trop d'erreurs sont commises par manque de compréhension des évolutions du rapport de force dans le système international, par rapport aux technologies de rupture ou aux conséquences du changement climatique pour ne citer que deux exemples.

Tout changement systémique entraîne un changement des objectifs, des règles et du rapport de force, et touche la totalité des acteurs, étatiques comme non-étatiques. Nous semblons avoir oublié que les États ou les organisations internationales peuvent disparaître ; ceux qui survivront et sortiront au moins stabilisés, au mieux renforcés, sont ceux qui parviendront à s'adapter à la nouvelle donne. Les autres subiront, sortiront affaiblis, voire disparaîtront. Dans cette recomposition systémique, deux choix s'offrent à l'Occident : s'y opposer, en s'accrochant à un système dépassé et inadapté, ou bien prendre l'initiative du changement et formater le nouvel ordre à son avantage, évitant ainsi de laisser l'initiative aux Russes ou aux Chinois. La logique actuelle de l'Occident, logique de résistance au changement, ne pourra être que perdante à moyen et long terme.

Certes, la guerre en Ukraine a permis de renforcer l'OTAN, la relation transatlantique et l'UE en interne. Obnubilés par cette vision ethnocentrique, nous ne nous préoccupons pas du fait que cette guerre a aussi renforcé le front anti-occidental. Contrairement à ce que notre hubris nous laisse croire, l'ordre libéral ne sort pas renforcé de cette crise. Au contraire, nos divisions et vulnérabilités se sont révélées en plein jour. Le renforcement des liens entre démocraties ne suffira pas à garantir quelconque ordre libéral ; repenser nos relations au (reste du) monde est fondamental.

En ce sens, c'est bien le G20 et non le G7 qui est représentatif de la nouvelle répartition de puissance dans le monde. Notre approche devra être différente si les pays occidentaux souhaitent voir une partie de ces pays s'allier à eux. Par ailleurs, et que cela nous plaise ou non, un dialogue doit être établi avec nos rivaux et adversaires, en particulier pour établir de nouvelles règles formelles et informelles visant à gérer les grands défis mentionnés ci-dessus. La mise en place de nouvelles règles de jeu et de comportement permettrait de réintroduire un certain degré de confiance, afin de mieux anticiper et gérer les attentes des uns et des autres. Un retour vers plus de pragmatisme politique s'impose : revenir aux bases de la diplomatie classique, mettre l'accent davantage sur les questions régaliennes traditionnelles et les défis communs plutôt que sur les valeurs, que nous ne parvenons de toute façon plus à exporter ni même à respecter nous-mêmes. Repenser notre manière de défendre nos valeurs s'avère indispensable, notre « business model » dans ce domaine étant obsolète. Enfin, nous devons réinvestir nos relations avec les pays en développement. Nombre de ces pays ont adopté une position vis-à-vis du dossier ukrainien qui aurait dû nous inquiéter.

Le temps n'est pas de notre côté. L'ère d'un Occident omniprésent et dominant est révolu : là où nous pouvions nous permettre largesses et erreurs, nous devons aujourd'hui être précis et efficace, et garder à l'esprit le fait que notre marge d'erreur, tout comme notre marge de manœuvre, sont quasiment de zéro. La politique n'aime pas le vide, y compris au niveau international : la fin de l'ordre libéral signifie la mise en place d'un nouvel ordre. De nouvelles règles du jeu devront être définies, n'en déplaise à l'Occident. Soit nous devenons l'une des locomotives du changement, proactifs et résolus à nous défendre, soit nous subissons cette recomposition dans un wagon de seconde classe. La nécessaire gestion des réalités actuelles, pourtant observables et prévoyables au moins depuis 2008, se heurte à de l'immobilisme. A croire que le wishful thinking et l'émotion, pourtant bien mauvaises conseillères en politique étrangère, ont été les grilles d'analyse de nos décideurs politiques.

Mettre de l'ordre dans sa maison

Soyons toutefois réalistes : une meilleure compréhension du monde est insuffisante si nous ne nous renforçons pas de l'intérieur. Maintenir notre rang et notre influence dans ce nouveau jeu requerra un investissement dans de nombreux domaines, notamment les 3D (investissement et coordination entre défense, diplomatie et développement), l'économie de l'avenir (technologies de rupture et économie verte), les chaînes de valeurs et la résilience. En outre, la polarisation sociétale, reflétée dans le communautarisme, les questions raciales, les disparités socio-économiques, la culture woke, la cancel culture ou encore le populisme, affaiblit nos démocraties, les rongant de l'intérieur. C'est également l'image extérieure des démocraties et de la démocratie comme modèle socio-politique qui est sapée, la Russie, la Chine et autres dictatures n'hésitant pas à en profiter pour promouvoir, avec succès, leurs systèmes autoritaires. La polarisation intra-occidentale fragilise, voire mine, nos institutions, nos médias, nos partis politiques : adieu la nuance, l'esprit critique et l'expertise. Le compromis, pourtant fondamental en politique, est d'ailleurs perçu aujourd'hui comme une trahison, en conséquence de quoi tout compromis obtenu n'est qu'illusoire et de façade. Complétant un parfait cercle vicieux, le populisme en ressort nourri et renforcé, et la démocratie d'autant plus affaiblie. (In)consciemment, nous préparons le terrain à nos adversaires.

En définitive, le courage politique c'est oser prendre des risques, adopter une vision à long terme, jouer collectif, dépasser ses ambitions personnelles et se comporter comme une femme ou un homme d'état. Nous devons dépasser l'homéostasie et devenir un « acteur apprenant » en accompagnant le changement plutôt que de le subir.